

Le budget

dollars et une dette de 650 milliards de dollars ne sont certes pas des objectifs dont on peut être fier.

Je voudrais démontrer un peu quelle a été l'efficacité des consultations prébudgétaires du Parti libéral. Nous avons reçu au comité de très nombreux témoins, particuliers, associations, groupes de gens d'affaires et autres, qui sont venus témoigner jour après jour, heure après heure, contre toute augmentation des impôts que pourrait envisager le gouvernement.

Après tout ce processus de consultation, dont le ministre des Finances est très fier et au sujet duquel les libéraux pontifient encore, qu'avons-nous découvert dans le budget? De nouvelles mesures fiscales.

Malgré l'absence totale de témoignages favorables aux impôts aux audiences, la majorité libérale du comité a concocté une douzaine d'options fiscales additionnelles. Les libéraux sont, de toute évidence, très doués lorsqu'il s'agit de lire entre les lignes et de comprendre l'intention véritable de tous ces gens qui ont témoigné contre l'augmentation des impôts. Ils disaient: «Nous ne voulons plus de nouveaux impôts.» En réalité, ils voulaient dire: «Oui, veuillez alourdir notre fardeau fiscal.» Voilà ce qu'ils entendent par consultation. Voilà comment ils écoutent les Canadiens.

C'est une honte de voir que le ministre des Finances a agi de la sorte, tout en sachant très bien que d'autres compressions importantes devront éventuellement être effectuées. Ce budget était crucial. Le ministre des Finances et le gouvernement libéral avaient l'occasion de vraiment s'attaquer au déficit, mais ils ont de loin raté cette occasion. Ils ont laissé les socialistes mous du Parti libéral atténuer considérablement l'efficacité de ce budget d'une si grande importance.

En tout, le budget arrachera 3,7 milliards de dollars à l'économie par l'intermédiaire de l'impôt, au cours des trois prochaines années, et cela, malgré le fait qu'une étude de l'OCDE sur l'emploi, un rapport de l'Institut C.D. Howe et un sondage effectué par la Chambre de commerce du Canada aient clairement montré que les impôts élevés compromettaient la création d'emplois. Les libéraux ont augmenté les impôts, même si le premier ministre a déclaré en juin 1991, et il est intéressant de rappeler qu'il était alors dans l'opposition, que l'impôt sur le revenu des particuliers était plus élevé au Canada que dans tout autre pays du G-7. Cette déclaration n'a pas empêché le gouvernement libéral de hausser les impôts.

Lorsqu'elle siégeait dans l'opposition, en 1991, la vice-première ministre s'était montrée des plus sensibles à la cause des contribuables canadiens et elle avait manifesté une sensibilité douteuse au sujet de leurs malheurs. Elle avait déclaré que les Canadiens payaient trop d'impôts, mais cela n'a pas empêché le gouvernement libéral d'augmenter les impôts dans son budget.

Ces 3,7 milliards de dollars auraient dû servir à la croissance économique et à la création d'emplois, au lieu d'être arrachés à l'économie. Le gouvernement va maintenant prétendre que ces nouveaux impôts sont équitables. En quoi la hausse de 1,5c. de la taxe sur l'essence est-elle juste? Il s'agit ni plus ni moins d'une ponction de 500 millions de dollars pour compenser les pertes de revenus que le gouvernement a subies en réduisant la taxe sur les

cigarettes. Si le gouvernement avait eu le courage d'appliquer la loi pour faire échec à la contrebande de cigarettes, il n'aurait pas à priver l'économie de 500 millions en haussant la taxe sur l'essence.

Je terminerai en citant un libéral. C'est tout à fait intéressant. Madame la Présidente, les députés reconnaîtront sûrement l'auteur de cette déclaration: «Quand une nation perd le contrôle de sa monnaie et de son crédit, peu importe qui fait les lois nationales. L'usure, une fois qu'elle s'est imposée, conduit la nation à la ruine. Tant que le contrôle de la monnaie et du déficit n'est pas remis au Parlement et que cette tâche n'est pas reconnue comme sa responsabilité la plus manifeste et la plus sacrée, il est vain de parler de démocratie ou de liberté.»

Le gouvernement libéral a cédé le contrôle de notre monnaie et de notre crédit aux prêteurs, au lieu d'exercer cette responsabilité avec le Parlement comme il se doit.

• (1625)

[Français]

M. Jean Landry (Lotbinière, BQ): Madame la Présidente, j'ai écouté très attentivement le discours du député qui parlait de chiffres, de chiffres et de chiffres.

Il y a un an, à l'arrivée des députés du Parti réformiste ici, à la Chambre des communes, je me souviens de leurs commentaires dans un premier article de journal où ils parlaient du club sandwich qui coûtait moins cher ici, à la cafétéria du Parlement. À ce moment-là, nous, du Bloc québécois, parlions d'une réforme de la fiscalité. Ensuite, ils sont passés au point suivant: le ciréur de souliers; nous autres, à ce moment-là, nous parlions des abris fiscaux. Donc, nous n'étions pas tout à fait sur la même longueur d'ondes pour que des économies se fassent vraiment.

Le gouvernement parle de ramener le déficit à 3 p. 100 du PIB. Le député peut-il nous dire à quel pourcentage du PIB il aimerait ramener le déficit, lui, dans le but de rembourser notre dette le plus vite possible, mais toujours, et je cite, «en pensant aux plus démunis, en pensant aux chômeurs et aux personnes âgées»?

Je ne suis pas prêt, sur le plan politique, à dire qu'on va taper sur les plus petits de notre société, qui ne sont pas capables de se défendre, et qu'on va laisser faire les riches. Comme je l'ai dit et je le répéterai toujours, il faut que le bon Dieu et le bon sens aillent ensemble. Donc, il faut un équilibre entre la classe riche et la classe pauvre. Je ne veux pas que les pauvres s'appauvrissent. Je veux que cette équité existe.

J'aimerais que le député m'explique un peu à quel taux il ramènerait son pourcentage sans affecter les plus démunis.

[Traduction]

M. Harris: Madame la Présidente, il est toujours surprenant de constater qu'autant de députés n'écoutent pas ce que l'on dit. On a répété maintes et maintes fois que ce ne sont pas les députés qui sont conscients de notre situation financière qui constituent la plus grande menace pour les programmes sociaux de notre pays. Les députés financièrement responsables ne constituent pas une menace pour les chômeurs, les personnes âgées et les personnes dans le besoin, comme le député l'a dit. La plus grande